

PREFECTURE DE REGION PICARDIE

Direction Régionale de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement de Picardie

Soissons, le 1^{er} avril 2010

Subdivision 2 de l'Aisne
47, Avenue de Paris
02200 SOISSONS
☎ 03.23.59.96.14
Fax : 03.23.59.96.00

Réf. : 10.028RS024

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

**PRESENTATION A LA COMMISSION DEPARTEMENTALE
COMPETENTE EN MATIERE D'ENVIRONNEMENT, DE
RISQUES SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES**

DU

OBJET : INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
SIBELCO France à Montgru-Saint-Hilaire

REF. : Dossier du 19 novembre 2009, transmis par bordereau de la préfecture de l'Aisne du 24 novembre 2009, complété par le courrier de l'exploitant du 9 mars 2010, et par les éléments transmis lors de la visite d'inspection du 16 mars 2010

PIECES JOINTES : Proposition d'arrêté complémentaire
Plan du site

Monsieur le Préfet de l'AISNE a transmis pour avis à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Picardie, la déclaration de modification des conditions d'exploitation de la société SIBELCO pour son site de Montgru-Saint-Hilaire.

Ce dossier est analysé dans ce rapport. L'inspection des installations classées propose un arrêté préfectoral complémentaire pour mettre à jour les prescriptions applicables à ce site.

I - PRESENTATION SYNTHETIQUE DU DEMANDEUR

Dénomination du groupe	SIBELCO FRANCE
Forme juridique	Société par actions simplifiées
Adresse du siège social	141 avenue de Clichy 75848 PARIS CEDEX 17
Dénomination de la société	SIBELCO FRANCE
Adresse du site	Chemin départemental 79 02210 MONTGRU-SAINT-HILAIRE
Téléphone	03 23 55 67 67
Fax	03 23 55 37 37
Code APE	812 Z
N° SIRET	682 000 328 00323

II - MODIFICATIONS DECLAREES DANS LE DOSSIER DU 19/11/2009

1 - Situation administrative

1.1 Situation antérieure à la déclaration de modification

a. Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter

L'exploitation de l'usine de Montgru-Saint-Hilaire est autorisée par arrêté préfectoral n° IC/97/128 du 24 novembre 1997, autorisant la société SIFRACO à exploiter les activités suivantes :

Rubrique	Désignation	Activité SIBELCO	Régime
2515-1	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels	Installation de lavage/criblage de sable Puissance installée : 3 250 kW	A
211-b-1	Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés (GIL)	Réservoirs de : - Propane : 12,78 t (dépôt Nord) - Butane : 34,73 t (dépôt Nord) Total dépôt Nord : 47,51 t - Butane : 51,87 t (dépôt Sud) TOTAL : 99,38 tonnes GIL	D
2910-A-2	Combustion	Séchage des sables Puissance thermique : 15 MW	D
2920-2-b	Installation de réfrigération ou compression	Compresseur de 95 kW	D
1432	Dépôts de liquides inflammables (coeff. : 1/5)	Cuve enterrée de fioul : 8 m ³ (Capacité équivalente de 1,6 m ³)	NC
1434-1-b	Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables	Distribution de carburant (débit équivalent à 0,4 m ³ /h)	NC
2930	Atelier de réparations et d'entretien de véhicules et engins à moteur	Atelier d'entretien de 130 m ²	NC

b. Evolution de la nomenclature

Avec l'évolution de la nomenclature sur la 1412 (ancienne rubrique 211), le site bénéficiait de l'antériorité conformément à l'article L. 513-1 du Code de l'Environnement. La modification de la nomenclature pour cette rubrique a eu lieu en 1999, donc après leur déclaration de 1997. Par conséquent, le classement du site au regard de la nomenclature était devenu :

Rubrique	Désignation	Activité SIBELCO	Régime
2515-1	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels	Installation de lavage/criblage de sable Puissance installée : 3 250 kW	A
1412-2-a	Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés (GIL)	Réservoirs de : - Propane : 12,78 t (dépôt Nord) - Butane : 34,73 t (dépôt Nord) Total dépôt Nord : 47,51 t - Butane : 51,87 t (dépôt Sud) TOTAL : 99,38 tonnes GIL	A
2910-A-2	Combustion	Séchage des sables Puissance thermique : 15 MW	D
2920-2-b	Installation de réfrigération ou compression	Compresseur de 95 kW	D
1432	Dépôts de liquides inflammables (coeff. : 1/5)	Cuve enterrée de fioul : 8 m ³ (Capacité équivalente de 1,6 m ³)	NC
1434-1-b	Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables	Distribution de carburant (débit équivalent à 0,4 m ³ /h)	NC
2930	Atelier de réparations et d'entretien de véhicules et engins à moteur	Atelier d'entretien de 130 m ²	NC

Les quantités stockées au regard de la 1412 entraînaient l'application de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 ; le site était un établissement SEVESO Seuil Bas au regard de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié le 29 septembre 2005. Il était donc soumis à une réactualisation de son étude de dangers, réactualisation qui devait être faite en juin 2009, réclamée par une lettre de la DREAL du 19 février 2009.

Le total de stockage GIL étant supérieur à 50 tonnes, l'arrêté ministériel du 2 janvier 2008 était également applicable à l'installation.

Le 9 mars 2009, un récépissé de changement d'exploitant de cet établissement, de numéro RD/2009/019, a été délivré à la SAS SIBELCO France.

1.2 Situation postérieure à la modification du site

Dans sa lettre du 11 mai 2009, l'exploitant exprime l'intention de réduire le risque à la source, en supprimant l'un de ses deux dépôts de GIL (le dépôt Sud) et en le transformant en réserve d'eau destinée à assurer la protection du dépôt Nord. D'après le dossier de modification déposé le 19 novembre 2009, les buts sont d'améliorer les conditions de sécurité du site et de se mettre en conformité avec la réglementation.

Dans ce cas, la suppression du dépôt Sud entraîne une modification de l'activité du site pour la rubrique 1412. Le site ne sera plus soumis qu'à déclaration sous contrôle périodique pour cette rubrique 1412 :

Rubrique	Désignation	Activité SIBELCO	Régime
2515-1	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels	Installation de lavage/criblage de sable Puissance installée : 3 250 kW	A
1412-2-b	Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés (GIL)	Réservoirs (dépôt Nord) de : - Propane : 12,78 t (1 cuve de 29 200 l) - Butane : 34,73 t (1 cuve de 69 850 l) TOTAL : 47,51 tonnes	DC
2910-A-2	Combustion	Séchage des sables Puissance thermique : 15 MW	D
2920-2-b	Installation de réfrigération ou compression	Compresseur de 95 kW	D

1432	Dépôts de liquides inflammables (coeff. : 1/5)	Cuve enterrée de fioul : 8 m ³ (Capacité équivalente de 1,6 m ³)	NC
1434-1-b	Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables	Distribution de carburant (débit équivalent à 0,4 m ³ /h)	NC
2930	Atelier de réparations et d'entretien de véhicules et engins à moteur	Atelier d'entretien de 130 m ²	NC

De plus, d'après les dispositions de l'article 1.2.2 de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000, et notamment la règle d'addition des substances, le seuil qx/Qx atteint entraîne le fait que le site n'est plus Seveso Seuil Bas.

Substance	qx	Qx	qx/Qx
Butane	35 t	50 t	0,7
Propane	13 t	50 t	0,26
Acétylène	0,1 t	5 t	0,02
Oxygène	0,1 t	200 t	0,0005
		TOTAL	0,9805

Le total de stockage étant inférieur à 50 tonnes, l'arrêté ministériel du 2 janvier 2008 n'est plus applicable sur l'installation.

Le site ne sera donc plus soumis au régime d'Autorisation Seveso Seuil Bas pour la rubrique 1412, mais uniquement à Déclaration sous Contrôle périodique.

2 - Dispositions réglementaires et techniques sur le dépôt Nord

Pour améliorer le dépôt Nord, les matériels récents du dépôt Sud ont été récupérés et mis en place sur le dépôt conservé : groupe de pompage, armoires de commandes. Ces travaux ont été finalisés en décembre 2009.

Le taux de remplissage du stockage du dépôt restant est limité à 85 %, niveau maximal d'utilisation standard (*article 4.10 de l'arrêté ministériel du 23 août 2005, relatif aux prescriptions générales applicables aux ICPE soumises à déclaration sous la rubrique n° 1412 de la nomenclature des installations classées, modifié par l'article 2 de l'arrêté ministériel du 24 décembre 2007*). Les cuves sont munies :

- jauges magnétiques permettant de ne pas dépasser le seuil requis
- double clapet anti-retour d'emplissage
- dispositif de contrôle du niveau maximal de remplissage
- jauge de niveau en continu
- manomètre en contact avec la phase gazeuse
- vanne d'arrêt entre la cuve et le manomètre (*article 37 de l'arrêté préfectoral du 24 novembre 1997*)

Les moyens de secours, constitués de deux extincteurs à poudre par réservoir et d'une rampe d'arrosage, seront complétés par un nouveau système autonome alimenté de façon gravitaire par les réservoirs d'eau créés dans l'ancien dépôt Sud (*article 4.2 de l'arrêté ministériel du 23 août 2005*) :

- Réservoir de butane (plus de 15 tonnes) : mise en place d'un système fixe d'arrosage raccordé à une réserve d'eau de 50 m³ ;
- Réservoir de propane (moins de 15 tonnes) : mise en place d'un système fixe d'arrosage raccordé à une réserve de 30 m³.

Ces deux capacités minimales en eau sont fournies par les cuves de l'ancien dépôt Sud, d'une capacité totale de 104 m³.

Afin de dimensionner ses réserves en eau pour sécuriser le dépôt Nord, l'exploitant a suivi le guide d'application technique du Comité Français Butane Propane. Des précisions quant à la validité et la réglementarité de ce guide ont été demandées à l'exploitant.

2.1 Bilan de conformité

Arrêté ministériel du 23 août 2005, relatif aux prescriptions générales applicables aux ICPE soumises à déclaration sous la rubrique n° 1412 de la nomenclature des installations classées, modifié par l'article 2 de l'arrêté ministériel du 24 décembre 2007

Le bilan de conformité de l'installation, vis à vis de l'arrêté ministériel du 23/08/2005, et fourni par l'exploitant, comporte quelques aspects encore non conformes :

- *Article 1.4* : plan général d'implantation à mettre à jour (tuyauterie d'arrosage des cuves, réserves d'eau)
- *Article 3.3* : symboles de danger F+ à apposer (leur commande a été faite d'après l'exploitant)
- *Article 4.1* : mise en place d'équipements de protection individuelle à proximité du stockage gaz
- *Article 4.2* : procédure d'intervention et d'exercice à archiver et à refaire ; affichage de la colonne sèche à vérifier
- *Article 4.4* : contrôle du matériel électrique autour des vannes d'expansion thermique (zones ATEX : matériel électrique anti-déflagrant)

L'exploitant s'est engagé à rendre conforme au plus tôt ces points ; les autres prescriptions, ainsi que les procédures internes, sont conformes à l'arrêté ministériel.

3 - Cessation d'activité sur le dépôt Sud

(article R. 512-74 du code de l'environnement)

Les travaux de cessation d'activité du dépôt Sud ont été effectués de novembre à décembre 2009.

3.1 Evacuation et élimination des déchets

Les éléments restants et non utilisés pour le dépôt Nord sont en attente de reprise par une société de recyclage de ferrailles. L'inertage des cuves a été réalisé par torchage des cuves, entre novembre et décembre 2009.

3.2 Limitation de l'accès au site

La clôture du dépôt sera conservée.

3.3 Maitrise des risques

La société assurant le dépotage des citernes a également été chargée du torchage des gaz résiduels.

Le changement de fonction des réservoirs (de dépôt GIL en réserves d'eau) assure une plus grande protection contre le risque d'incendie ou d'explosion du site. Un dispositif de chauffage pour mise hors gel a été installé sur les nouvelles réserves d'eau afin de pouvoir l'utiliser à tout moment. La position de ces réserves assure une alimentation gravitaire même en cas de panne des installations.

Un test a été effectué durant la visite d'inspection du 16 mars 2010, montrant que l'arrosage des cuves peut effectivement être effectué. La cuve de propane, d'un volume inférieur à 15 tonnes, est soumise sur le site à la même protection incendie que celle de plus de 15 tonnes.

3.4 Effets sur l'environnement – Protection des Sols – Eaux souterraines et superficielles

Les réserves d'eau ne devraient pas être souillées par des hydrocarbures ou des produits antigels, la mise hors gel s'effectuant à partir de résistances chauffantes.

D'après l'attestation de la société ROBINE, chargée de l'inertage des cuves, aucun déchet d'hydrocarbure n'était présent, celles-ci n'ayant contenus que du gaz.

3.5 Surveillance du site

La réorientation du rôle des citernes et leur entretien dans le cadre de la lutte contre l'incendie ne change pas les mesures de surveillance du dépôt qui devrait être soumis à la surveillance nécessaire à son utilisation.

3.6 Destination future des terrains / restrictions d'usage

Les terrains faisant toujours partie du site, l'utilisation du dépôt pour la lutte contre l'incendie ne devrait induire aucune restriction d'usage.

III - CONCLUSION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Le dossier déposé par SIBELCO le 19 novembre 2009, ainsi que les compléments apportés par l'exploitant, représentent une déclaration de modification d'une installation, conforme à l'article R.512-33 du Code de l'Environnement. Au vu de ce dossier, l'inspection des installations classées statue sur le fait que les modifications que SIBELCO apporte sur ses installations ne sont pas des modifications nécessitant un passage en enquête publique. Celles-ci peuvent donc être actées par un arrêté préfectoral complémentaire.

Compte tenu de ce qui précède, nous proposons aux membres du CODERST d'émettre un avis favorable au projet d'arrêté ci-joint.